

L'évolution de l'intention de vote référendaire depuis 1995, mythes et réalités

par Claire Durand,
département de sociologie,
Université de Montréal

Cet article constitue un résumé d'un ensemble d'analyses effectuées sur cette question. Les résultats des analyses statistiques détaillées et les informations sur la méthodologie sont disponibles auprès de l'auteur. Des graphiques supplémentaires sont disponibles sur le site Web <http://www.fas.umontreal.ca/socio/durandc>.

Au moment où Bernard Landry s'apprête à prendre la tête du Parti Québécois et du gouvernement et promet de raviver la flamme souverainiste, il est pertinent de se pencher sur l'évolution de l'intention de vote à un éventuel référendum sur la souveraineté du Québec depuis l'entrée de Lucien Bouchard sur la scène politique provinciale à l'occasion du référendum de 1995. Cette évolution constitue la toile de fond des événements des derniers et des prochains jours. Précisons d'emblée qu'il ne s'agit pas ici d'une analyse des raisons du vote, aucune donnée sur cette question ne nous étant disponible, mais bien de son évolution et des caractéristiques socio-démographiques qui lui sont liées. Nous nous sommes particulièrement attaché à examiner certaines assertions et certaines hypothèses dont les médias ont fréquemment fait état.

Depuis la campagne référendaire de 1995, où les sondages avaient dans l'ensemble très bien prédit l'intention de vote -- après attribution de 75 pour cent des discrets au Non--, les principales firmes, que ce soit de leur propre chef ou pour des commanditaires, ont continué à sonder régulièrement l'opinion publique, utilisant généralement la même question que lors du référendum, de sorte que l'on peut analyser l'évolution de l'intention de vote à un éventuel référendum depuis 1995. La firme CROP nous a donné accès à 14 des sondages qu'elle a réalisés depuis cette date, soit les trois sondages réalisés pendant la campagne référendaire, puis un sondage par année de 1996 à 1998 et enfin six sondages réalisés en 1999 ainsi que les sondages de février et de novembre 2000. Tous les sondages ont un échantillon d'environ 1000 personnes dont, en moyenne, 880 francophones, sauf le premier dont l'échantillon est de 2,000 personnes (1760 francophones). Les données de ces sondages permettent de vérifier certaines hypothèses sur l'évolution de l'intention de vote référendaire.

L'évolution de l'intention de vote référendaire depuis 1995

Durant la campagne pré-référendaire de 1995, les sondages ont généralement montré une progression du Oui tout au long de la campagne (voir entre autres Drouilly, Indépendance et démocratie, pour les données des divers sondages). Les dix sondages publiés en septembre 1995 situaient l'intention de vote déclarée pour le Oui à une moyenne de 40,6 pour cent alors que la moyenne des quatre derniers sondages avant le référendum se situe à 44,3 pour cent. Les sondages CROP sont conformes aux autres sondages publiés : Le début du graphique 1. montre que l'intention de vote pour le Oui passe de 39 pour cent pour le sondage publié le 25 septembre à

44,5 pour cent à la veille du référendum (23 octobre). Il montre également que la progression n'est pas la même selon la langue d'usage. Elle passe de 45 pour cent à 54 pour cent chez les francophones alors qu'elle est stationnaire chez les non-francophones, se situant en moyenne à 7 pour cent.

Par ailleurs, les analystes s'entendent pour constater que la tendance à la progression du Oui avait débuté deux semaines avant l'arrivée de Lucien Bouchard dans la campagne. Son arrivée à la tête du camp du Oui durant la campagne référendaire n'a pas eu pour effet de modifier la tendance déjà présente à son arrivée. Pour penser qu'il y a eu un effet Bouchard, il faut émettre l'hypothèse que cette ascension aurait atteint un plateau, n'eût été de l'arrivée de Lucien Bouchard dans la campagne.

Depuis, chez les francophones, l'intention de vote pour le Oui s'est maintenue au niveau atteint à la veille de référendum pendant au moins un an. Toutefois, depuis 1997, elle est revenue de façon stable à peu près à son niveau d'avant la campagne référendaire, soit aux environs de 40 pour cent. Cette baisse du Oui est concurrente à une hausse du non, passé d'un minimum de 32 pour cent à la veille du référendum à une moyenne de 44 pour cent depuis 1997. Pour ce qui est des non-francophones, leur intention de vote pour le Oui est restée stable. Elle se situe en moyenne à 7,5 pour cent depuis 1996 et seuls les hasards dus à la taille des échantillons peuvent expliquer les fluctuations.

L'hypothèse démographique: les jeunes sont plus souverainistes et le demeurent en vieillissant

Au cours des dernières années, plusieurs hypothèses concernant l'évolution possible de l'intention de vote ont été soulevées. L'une est connue de longue date. Elle consiste à poser que, comme les jeunes sont plus souverainistes que les aînés, l'évolution démographique à savoir l'entrée des jeunes dans la population des voteurs et la "sortie" des plus vieux, entraînera automatiquement avec le temps une majorité de Oui. Cette hypothèse postule que, une fois décidés à voter Oui, les voteurs ne reviennent pas en arrière, ne changent pas d'idée. Si cette hypothèse se vérifiait, l'entrée de plus jeunes et le départ de plus vieux dans les divers groupes d'âge entraînerait une évolution positive de l'intention de vote souverainiste. Cette hypothèse est difficile à vérifier avec nos données puisque d'une part, celles-ci ne portent que sur cinq ans et d'autre part, l'information sur l'âge précis -- et non pas seulement sur les groupes d'âge -- n'est pas disponible. L'hypothèse a donc été vérifiée, en tenant compte de ces contraintes, et ce auprès des francophones seulement puisqu'il n'y a pas suffisamment de non-francophones pour examiner l'évolution par groupe d'âge.

Les groupes d'âge ont été regroupés de façon à avoir des tailles suffisantes pour pouvoir observer l'évolution. Le graphique 2 montre que, chez les francophones de moins de 35 ans, l'intention de vote souverainiste est passée d'un sommet de 60 pour cent de Oui déclarés à la veille du référendum à une moyenne un peu sous les 50 pour cent depuis 1997, une moyenne similaire à l'intention de vote au début de la campagne référendaire. Chez les 35-54 ans, l'intention déclarée de voter OUI est passée de 55 pour cent à une moyenne qui avoisine les 40% depuis 1999. Ces deux groupes ne diffèrent pas significativement d'intention de vote. Par contre, chez les

francophones de 55 ans et plus, l'intention déclarée de voter Oui est stable, un peu sous les 30 pour cent. L'intention de vote dans ce groupe d'âge n'a pas évolué pendant la campagne référendaire, contrairement à ce qui s'est passé chez les moins de 55 ans.

En résumé, d'une part, dans tous les groupes d'âge, l'intention déclarée de voter Oui était, en 2000, similaire ou un peu moins élevée qu'elle l'était au début de la campagne référendaire de 1995 et elle n'a pratiquement pas bougé depuis 1997. L'entrée des jeunes et le départ des plus vieux n'influence pas cette donnée. D'autre part, la campagne référendaire a eu un effet seulement chez les francophones de moins de 55 ans. Ces derniers constituaient en 1996, 60 pour cent de la population totale. Toutefois, étant donné la pyramide d'âge, l'augmentation de la longévité et l'immigration, leur proportion dans la population diminue constamment.

L'hypothèse "intellectuelle" : L'augmentation de la scolarisation joue en faveur de la souveraineté puisque les souverainistes sont plus éduqués

La scolarité a été proposée comme un discriminant important dans l'intention de vote référendaire. Les "Intellectuels" seraient la clientèle privilégiée du Parti Québécois et ceci particulièrement pour ce qui est de la souveraineté. Les analyses pour l'ensemble des francophones montrent que ceux qui ont une scolarité universitaire ne se distinguent pas de ceux qui ont entre 7 et 15 ans de scolarité. Seuls ceux qui ont moins de sept ans de scolarité se différencient par une intention de vote pour le Oui qui atteint à peine la moitié de celle des autres groupes. Cette situation peut toutefois être attribuée à l'âge étant donnée la forte relation entre scolarité et âge.

On peut cependant se demander si la démocratisation de l'accès à l'Université n'a pas eu avec le temps un effet différencié : Les francophones qui ont été scolarisés depuis la Révolution tranquille réagissent-ils de la même manière que les plus vieux? Les données montrent un phénomène fort intéressant : Si on regroupe l'ensemble des sondages, dans les groupes d'âge de 35 ans et plus, en gros les personnes nées avant 1965 (n'oublions pas qu'à chaque année les groupes d'âge ne sont plus les mêmes selon l'année de naissance), le fait d'avoir fréquenté l'Université ou son équivalent n'est pas systématiquement lié à une plus grande propension à voter Oui. Par contre, chez les moins de 35 ans, nés depuis la Révolution tranquille et qui n'avaient pas, pour la plupart, le droit de vote au référendum de 1980, ceux qui ont 16 ans de scolarité ou plus ont moins tendance à voter Oui que les moins scolarisés. Il est malheureusement impossible de vérifier s'il y a eu une évolution depuis 1995 étant donné la taille restreinte des divers sous-groupes.

En résumé, la scolarisation universitaire ne joue plus le rôle qu'elle jouait avant la Révolution tranquille. Elle aurait plutôt un effet inverse. Ces jeunes sont certainement rejoints par le discours souverainiste mais le discours les convainc moins.

L'hypothèse de l' "effet halo" : L'intention de vote référendaire est liée à la satisfaction face au gouvernement Bouchard

Certains, y compris au sein du Parti Québécois, ont émis l'hypothèse que l'intention de vote référendaire était liée à l'appréciation du gouvernement Bouchard. La lutte pour le déficit zéro et les coupures dans la santé et l'éducation auraient refroidi les partisans du Oui. La baisse de l'intention de vote souverainiste serait conjoncturelle et liée à la satisfaction face au gouvernement. Les données recueillies ne permettent pas de valider cette hypothèse : la relation entre la proportion de personnes ayant l'intention de voter oui et la proportion de personnes plutôt ou très satisfaites du gouvernement Bouchard mesurées par les sondages CROP depuis 1998 est faible ($r=.33$) et non significative. La relation avec l'intention de voter Non est nulle ($r=.03$)¹.

L'hypothèse d'une absence d'effet du genre : L'activité sociale des femmes explique qu'elles sont moins favorables à la souveraineté que les hommes

On a pu penser que, chez les francophones, la moins grande propension à voter oui constatée chez les femmes -- en moyenne dix points de pourcentage de moins que chez les hommes -- serait due à l'activité sociale différente des femmes, entre autres à une plus forte proportion de personnes retraitées et au foyer. L'absence de différences hommes-femmes chez les actifs entraînerait une hausse de l'intention de vote souverainiste avec le temps. Les données ne corroborent pas totalement cette hypothèse. D'une part, les femmes sont généralement plus nombreuses à être discrètes sur leur intention de vote. D'autre part, la différence entre les hommes et les femmes est de sept à neuf points de pourcentage selon les tranches d'âge et de cinq à neuf points selon les tranches de revenu. Elle varie de six à 18 points de pourcentage selon les sondages.

L'activité joue un rôle, mais pas celui qui était postulé. Les femmes qui travaillent, que ce soit à temps plein ou à temps partiel, et les femmes retraitées sont moins enclines à indiquer qu'elles voteraient Oui. Toutefois, chez les étudiants francophones, aucune différence n'apparaît entre les hommes et les femmes². Les femmes demeurent donc généralement moins enclines à déclarer qu'elles voteront Oui même si l'évolution de leur intention de vote depuis 1995 suit la même courbe que celle des hommes dans les mêmes groupes d'âge. Les raisons de cette situation demeurent à explorer.

L'hypothèse du "groupe porteur" : les francophones de moins de 55 ans actifs, étudiants ou gagnant plus de 20,000\$ réagiraient différemment des autres

On en peut examiner les déterminants de l'intention de vote référendaire sans examiner l'hypothèse soulevée par Gilles Gagné et Simon Langlois dans ces pages en mars dernier. En gros, les auteurs soumettaient qu'il fallait examiner les déterminants non pas un à un mais en conjonction, ce qui est fort pertinent. Ils élaboraient une "typologie" basée sur une combinaison de caractéristiques -- langue, activité, âge et revenu -- et soutenaient que seule une partie de la population -- les francophones de moins de 55 ans actifs ou étudiants ayant un revenu de plus de 20,000\$ par année -- avait diminué son intention de voter Oui à un éventuel référendum et que cette diminution pouvait être attribuée à des facteurs conjoncturels liés aux politiques du

gouvernement Bouchard.

La proposition soumise a eu l'avantage d'attirer l'attention sur le fait que tout le monde n'avait pas réagi de la même manière à la campagne référendaire. Il est donc d'autant plus important d'examiner les hypothèses posées avec un deuxième ensemble de données. Nous avons reconstitué les mêmes groupes et procédé aux analyses requises pour vérifier l'existence de différences statistiquement significatives dans l'évolution des intentions de vote. Toutefois, nous ne pouvons malheureusement pas faire ces vérifications pour les sondages conduits pendant la campagne, les données sur les caractéristiques n'étant pas disponibles. La principale différence entre les analyses proposées par les auteurs et l'analyse selon les groupes d'âge réside dans la division des francophones de moins de 55 ans en actifs/plus fortunés et inactifs/moins fortunés. C'est donc cette analyse qui sera présentée ici.

Chez les francophones de moins de 55 ans actifs, le "groupe porteur", l'intention déclarée de voter oui est passée, selon les données de Crop, de 62 pour cent à la veille du référendum de 1995 à environ 42 pour cent depuis la fin de 1999. Chez les inactifs, beaucoup moins nombreux, l'intention de vote souverainiste varie entre un sommet de 53 pour cent en 1995-96 et un creux de 35 pour cent. Tout comme dans les sondages Léger et Léger utilisés par Gagné et Langlois, elle est généralement plus basse que chez les actifs. Toutefois, pour aucun des 12 sondages, il n'existe une différence significative entre ces deux groupes de francophones, et ce même en regroupant les sondages de 1999 en deux périodes de façon à avoir des échantillons plus importants. L'intention de vote pour le Oui des inactifs rejoint et dépasse parfois celle des actifs dans certains sondages.

On peut donc conclure à l'existence d'un groupe "porteur" mais celui-ci s'apparente donc plutôt à une fraction importante de la population constituée des francophones de 55 ans et moins, parmi lesquels les actifs (50 pour cent de la population) semblent légèrement plus favorables à la souveraineté que les inactifs (10 pour cent de la population).

En conclusion

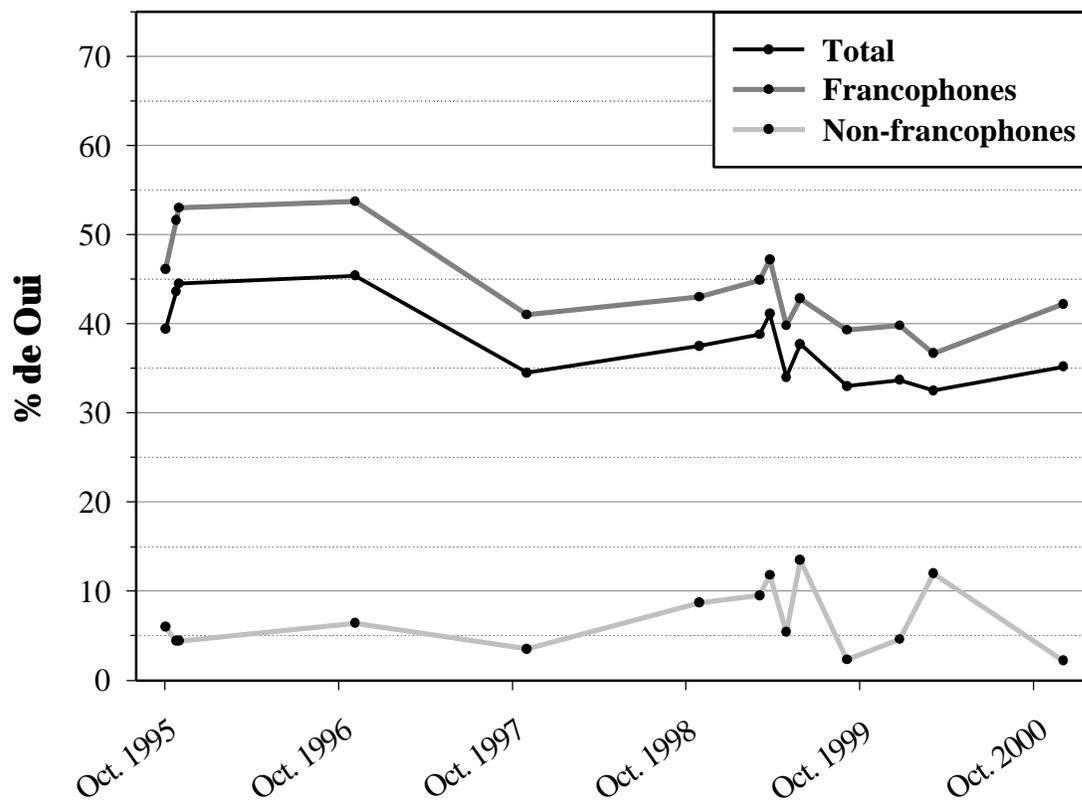
Rien dans les données présentées ne permet de se soustraire à certains constats. D'une part, en dehors de la campagne référendaire, les intentions de vote à un éventuel référendum sont relativement stables, du moins depuis 1997. D'autre part, l'âge est le principal marqueur de l'intention de vote référendaire chez les francophones et avec l'âge, particulièrement à l'approche de la retraite, l'intention de vote référendaire se modifie et se cristallise de telle sorte qu'elle n'est pas influencée, même momentanément, par des événements ou des campagnes. Les opinions semblent également cristallisées et stables chez les non-francophones. Est-ce qu'une autre campagne référendaire aurait le même effet chez les moins de 55 ans ? Il est impossible de se prononcer sur cette question, chaque campagne référendaire constituant un cas en soi. On peut toutefois penser que, si l'on veut convaincre les jeunes scolarisés et les femmes, le discours devra être différent.

1. Il s'agit toutefois de relations entre des proportions et on ne peut être certain que les mêmes conclusions peuvent être tirées au plan des individus. Les données des sondages CROP

corroborent celles de Léger Marketing, disponibles sur le site Web de la firme. La différence entre les deux firmes réside dans le fait que les sondages Léger ont tendance à estimer la proportion de Oui plus élevée et la proportion de discrets plus basse que CROP.

2. Ces résultats contredisent toutefois ceux d'un sondage réalisé parmi les étudiants de l'Université de Montréal peu avant le référendum par Blais, Martin et Nadeau.

Graphique 1: Évolution de l'intention de vote souverainiste depuis 1995



Graphique 2: Évolution de l'intention de vote souverainiste chez les francophones selon l'âge

